



Mixité sociale et effets du territoire: cas d'une cité en banlieue d'Alger

الامتزاج الاجتماعي و آثار الإقليم: حالة حي جماعي بضاحية مدينة الجزائر

Social mixing and territory effects: case of a collective housing area in the suburb of Algiers

Doctorante Leila Msilta

Université d'Alger 2

Date de soumission: 06-05-2023- Date d'acceptation: 16-07-2023-

Date de publication : 31-12-2023

ملخص

نقدم في هذا المقال نتائج المسح النوعي الذي أجريناه في إطار إعداد أطروحة الدكتوراه، مع الشباب العاطلين عن العمل أو الذين يعانون من هشاشة سوسيو مهنية، والذين يعيشون في مجمع سكني جماعي كبير تم غرسه في بداية سنوات 2000 في قلب بلدية (درارية) إحدى الضواحي الجنوبية الغربية لمدينة الجزائر. ترمز دراسة هذه الحالة إلى المثال الأكثر وضوحًا للآثار الضارة للإقليم والوصم على سيرورة الرسوخ الاجتماعي لفئة اجتماعية ضعيفة على مختلف المستويات (الهشاشة الاجتماعية والاقتصادية، والماضي السكني "فئات قادمة من أحياء البيوت القصديرية، ومراكز العبور، والسكنات القديمة وغير الصحية")، في سياق من امتزاج اجتماعي جد واضح إقليمياً بوجود المجمعات السكنية الجماعية من جهة، وأحياء الإسكان الفردي من جهة أخرى، حيث يساعد الوضع الاجتماعي والاقتصادي والماضي السكني للمجموعات السكنية المختلفة على رسم التمثلات الاجتماعية حول بعضهم البعض. ركز تحليلنا على إظهار "قوة المحلي" في رسم ممارسات التعايش الاجتماعي. وبناء الهويات الجماعية وفقاً للقيود الاجتماعية التي تعاني منها الطبقات المحرومة، ولكن أيضاً كاستراتيجيات للتخايل على وصمة العار وهشاشتهم الاجتماعية في محاولتها للإدماج الاجتماعي.

الكلمات الدالة: المزيج الاجتماعي؛ آثار الإقليم؛ الحي السكني؛ الوصم؛ السكن الجماعي؛ الحضنة.

Abstract

We present in this article the results of the qualitative survey that we conducted as part of the preparation of our doctoral thesis, among young unemployed or suffering from socio-professional precariousness, living in a large collective housing complex established in the early 2000s in the heart of a locality (Draria) forming part of the southwestern suburbs of Algiers, a territory already coveted since the 1980s by middle and upper layers through the appropriation individual houses of

medium and high standing. This case study symbolizes the most striking example of the perverse effects of the territory and of stigmatization on the process of social anchoring of a vulnerable social category on various levels (socio-economic precariousness, residential past, population from underprivileged including slums, transit centers, dilapidated and unsanitary habitats"), in a context of highly territorialized social diversity through the visibility of collective housing complexes on one side, and individual housing districts on the other, where the socio-economic situation and residential past of different residential groups shape social representations about each other. Our analysis focused on the game that takes place between the social constraints suffered by the underprivileged strata as visible residential groups, and the modes of urbanity in their attempt at social integration, by showing the "strength of local" in the practices of sociability and the construction of collective identities, but also as strategies for circumventing stigma and social precariousness.

Keywords: social mix; effects of territory; neighborhood; stigmatization; collective housing; urbanity, suburbs.

Résumé

Nous présentons dans cet article les résultats de l'enquête qualitative que nous avons menée dans le cadre de la préparation de notre thèse de Doctorat, auprès de jeunes chômeurs ou souffrant de précarité socio professionnelle, vivant dans un grand ensemble d'habitat collectif implanté le début des années 2000 au cœur d'une localité (Draria) faisant partie de la banlieue sud-ouest d'Alger, territoire convoité déjà depuis les années 80 par des couches moyennes et supérieures à travers l'appropriation des maisons individuelles de moyen et haut standing. Ce cas d'étude symbolise l'exemple le plus frappant d'effets pervers du territoire et de stigmatisation sur le processus d'ancrage social d'une catégorie sociale vulnérable sur divers plans (précarité socio-économique, passé résidentiel "population issue de quartiers défavorisés dont bidonvilles, centre de transit, habitat vétuste et insalubre"), dans un contexte de mixité sociale très territorialisée par la visibilité des ensembles d'habitat collectif d'un côté, et des quartiers d'habitat individuel de l'autre, où la situation socio-économique et le passé résidentiel des différents groupes résidentiels façonnent les représentations sociales sur les uns aux autres. Notre analyse s'est portée sur le jeu qui s'opère entre les contraintes sociales subies par les couches défavorisées en tant que groupes résidentiel visible, et les modes d'urbanité dans leur tentative d'insertion sociale, en montrant la "force du local" dans les pratiques de sociabilités et la construction des identités collectives, mais aussi comme stratégies de contournement du stigmate et de la précarité sociale.

Mots-clés: Mixité sociale; effets du territoire; quartier; stigmatisation; habitat collectif; urbanité; banlieue.



Introduction

Nous traitons dans le présent article la question de la mixité sociale et les effets du territoire (milieu) sur la construction / reconstruction du lien social dans les quartiers d'habitat collectif à caractère social en banlieue algéroise. Ce type de cités ont été implantés au début des années 2000 au cœur de la commune de Draria - l'une des localités de cette banlieue - est en effet un exemple frappant de quartier dont la population souffre de stigmatisation en raison de sa provenance de quartiers déshérités suite à de diverses opérations de recasement de bidonvilles, centres de transit et immeubles menaçant ruine. Ce contexte particulier de mixité sociale caractérisée par une forte promiscuité spatiale entre catégories sociales contrastées du point de vue de leurs identités sociales provenant d'horizons différents nous permet d'interroger les effets du territoire (le quartier) sur la construction / reconstruction du lien social dans les villes algériennes qui subissent depuis plus de deux décennies de forts mouvements de brassage résidentiel, du fait des opérations de logement et de relogement initiés par les autorités publiques.⁽¹⁾

Nous focaliserons dans notre analyse sur les processus d'ancrage social (accès au marché du travail, à la scolarité, à la santé, à l'administration locale, etc.) des catégories vulnérables par leur situation socio-économique et leur passé résidentiel, qui occupent une forme d'habitat collectif à caractère social qui contraste très fortement du point de vue tant morphologique que sociologique avec un environnement considéré comme une banlieue "privilegiée" - dans l'imaginaire algérois -, où domine un habitat individuel huppé hébergeant des catégories sociales supérieures.

Ce phénomène a déjà fait objet d'enquêtes socio anthropologiques dans les villes occidentales, dont la plus connue celle de Norbert Elias à la fin des années 1950 sur l'une des cités situées en banlieue dans une petite ville d'Angleterre, intitulée « Logiques de l'exclusion ». Seulement pour notre cas d'étude, la différenciation ne repose pas sur des déterminants ethniques mais juste sociaux d'une part, et de l'autre part les habitants de ce type de cités disposent de certains manœuvres et stratégies pour contourner leur stigmatisation, en mobilisant des référents de citoyenneté. Aussi, le décalage

¹ ليلى مسيلطة (2023): أطروحة دكتوراه: تحضر المحيط العاصمي بين التفتح الاجتماعي والانطواء الجماعي، دراسة ميدانية لإحدى بلديات الضاحية الجنوبية لمدينة الجزائر. تحت إشراف الأستاذ صفار زيتون مدني.



social entre les groupes sociaux constituant ces banlieues réside surtout dans le type d'habitat mais le niveau social ne suit pas forcément dans tous les cas. A ce titre, nous ne pouvons pas associer ces quartiers d'habitat à des ghettos urbains puisque les trajectoires socio résidentielles ne sont pas totalement fermées, mais parfois sont aboutissants, d'où l'intérêt de notre étude.

Par une approche socio anthropologique, nous avons examiné de près les effets du territoire (milieu) sur le quotidien des jeunes habitants d'une cité d'habitat collectif situé à Draria (banlieue sud-ouest d'Alger), à travers une enquête qualitative menée dans le cadre de la préparation de notre thèse de Doctorat, qui a ciblé 16 jeunes vivant dans ce grand ensemble (objet de l'article présent) parmi les 4^e personnes de profils sociologiques différents habitant les différents quartiers de cette banlieue. Le tirage de ce groupe de recherche a été réalisé selon la technique de la boule de neige, qui procède de ce qu'on appelle la méthode du choix raisonné ou l'échantillonnage empirique, en prenant en compte des indicateurs spatiaux et d'autres critères d'ordre socio démographiques et socio professionnelles et de la manière dont elle se manifeste dans l'espace de proximité de la cité.

La tenue des entretiens avec ces 16 habitants de façon individuelle ou collective (lorsqu'il s'agit de rassemblements de jeunes hommes dans l'espace immédiat de la Cité), nous a permis de retracer leur rituel quotidien et leur tentative d'insertion sociale dans cette banlieue « bourgeoise », en nous s'intéressant aux identités collectives et mode d'urbanités qui s'y reconstruisent, en rapport avec leur passé socio-résidentiel, et les stratégies déployées pour contourner leur stigmatisation dans un contexte de mixité sociale très marqué. De ce fait les résultats de cette enquête qualitative concernent seulement notre cas d'étude cité plus haut.

Pour cela, nous exposerons et analyserons en premier lieu, l'évolution de la notion de mixité sociale, depuis son usage dans le champ politique et l'action publique (expériences française et américaine), jusqu'aux débats socio anthropologiques actuels autour des effets du territoire sur les populations défavorisées. Nous évoquerons en deuxième temps, le processus d'urbanisation de la banlieue algérois depuis l'indépendance du pays jusqu'à nos jours, en mettant l'accent sur les particularités spatiales et sociales de la partie Sud-Ouest d'Alger lieu de terrain d'étude. Et Enfin, nous analyserons les effets directs ou indirects du mélange social vécu par les catégories sociales les plus vulnérables, relogées dans les quartiers d'habitat collectif à



caractère social dans la banlieue Sud-Ouest d'Alger, territoire convoité par les couches supérieures ou moyennes en pleine ascension sociale.

1. La mixité sociale entre action publique et sociologie

1.1 L'usage de la mixité sociale dans le champ de la politique et de l'action publique

La mixité sociale a souvent été la quête des politiques urbaines intervenantes sur l'espace urbain soit dans les pays développés ou ceux en développement, dans le but de lutter contre la ségrégation socio résidentielle et diminuer l'exclusion sociale des catégories défavorisées qui se traduit dans l'espace par le phénomène de ghettoïsation, c'est-à-dire la formation de ghettos en marge de la ville regroupant des populations partageant les mêmes conditions de vie défavorables et les mêmes difficultés d'insertion socioéconomique, d'où leur stigmatisation. Un phénomène qui d'après Laurent Mucchielli, fait que les conditions de vie et les destins des différents groupes sociaux s'éloignent de plus en plus les uns des autres (Mohammedi, Mucchielli dir., 2006), qui est défini par Maurin, Donzelot) dans leurs travaux d'enquêtes sur les zones urbaines françaises sensibles comme un processus de « séparatisme social » (Maurin, 2004).

1.1.1 L'expérience française de politique publique

La politique de la mixité sociale en France a été conçue comme prévention à la prolifération des phénomènes d'exclusion que les politiques appellent "fracture sociale", optant pour le mélange des diverses catégories sociales et de différentes origines ethniques dans les mêmes espaces résidentiels, les mêmes quartiers lors des interventions sur le tissu urbain. A ce titre, plusieurs dispositifs législatifs ont été décrétés concernant l'orientation des politiques publiques du logement vers la mixité sociale basée sur une diversité résidentielle en termes de typologies (immeubles collectifs et maisons individuelles) qu'en termes de statuts d'occupation (Driant, 2005, p.11), à travers des actions de rééquilibrage du peuplement par l'accroissement de l'offre de logement social.

Le dispositif le plus directif de cette panoplie d'actions et pratiques est contenu dans la loi d'Orientation pour la Ville (LOV du 31 juillet 1991), qualifiée par R. Epstein et T. Kirszbaum (2003) de loi "anti-ghettos", visant la "coexistence des diverses catégories sociales dans chaque agglomération" au nom du "droit à la ville", concept emprunté du philosophe néo-marxiste Henri Lefebvre. Quant à l'intégration du terme de la "mixité" dans les textes législatifs, selon N. Brevet, ses premières utilisations ont



apparu avec le concept de « villes nouvelles », dont l'idée centrale était de concevoir des villes complètes, avec leur centre et leur périphérie, l'habitat et l'emploi, les équipements et la desserte (Driant, 2005, p.12). A ce titre, le choix de la mixité sociale comme politique de l'habitat et de la ville en France s'articule autour d'une approche spatiale de la composition sociale des ensembles urbains à plusieurs échelles territoriales de la ville « pour “mettre ensemble” les groupes sociaux.» (Driant, 2006, p.2).

1.1.2 L'expérience américaine du « melting pot »

La même politique fut adoptée aux Etats-Unis avec quelques différences. Il s'agit du principe du “melting pot”, traduit en français par l'historien français Gérard Noiriel comme “creuset” dans l'un de ses travaux sur l'histoire de l'immigration en France (Noiriel, 2006). Comme équivalent de la mixité sociale, cette métaphore vise pour le cas américain la fusion et l'homogénéisation des différentes communautés ethniques sous une seule culture.

Toutes les expériences et programmes de logement liés à la mobilité résidentielle aux USA jusqu'aux années 90 du siècle dernier reflètent la même logique, celle de recherche des “effets du territoire”, soit à travers les mouvements largement médiatisés, menés par des associations de droits civiques dans les années 60 reposant sur la loi du droit civil (Civil Right Act), ou à travers les procès contre les propriétaires de biens immobiliers sociaux et l'administration municipale ou fédérale, qui dénonçaient les politiques conduisant à la construction de logements sociaux dans certains quartiers, et leur attribution selon des critères ethniques.

L'une des opérations les plus médiatisées fut le programme le plus lourd que connut la ville de Chicago appelé « l'Expérience "Gautreaux" », qui a duré vingt ans et a assuré le transfert d'environ 7100 familles monoparentales, majoritairement noires à faible revenu, en apportant une aide au logement leur permettant de quitter le centre-ville et de s'orienter vers des quartiers moins stigmatisés et de haute qualité (Rubinowitz et Rosenbaum, 1999). Le même programme, servit comme modèle pour une cinquantaine de programmes visant à éliminer la discrimination sociale, suivi d'une expérience fédérale appelée "Moving to Opportunity" lancée en 1992, qui a touché cinq villes : Baltimore, Boston, Chicago, New York et Los Angeles.



1.2 La mixité sociale et les effets du territoire: des notions au centre des débats sociologiques

1.2.1 Mise au point conceptuelle de la notion « mixité sociale » et essai de définition

Le recours aux opérations de lutte contre la ghettoïsation, a sollicité la thématique de la mixité sociale, déjà depuis les années 60 dans les débats universitaires et médiatiques aux USA portant sur l'évaluation de l'impact des premières opérations de développement urbain (*urban renewal*) et de construction de villes nouvelles. La même thématique a été remise au centre des débats dans les années 80 et 90, en Europe et en Amérique du Nord comme option de peuplement visant le respect des équilibres sociaux.

Dans le cas américain, le but était celui de traiter les "effets de quartier" sur les familles pauvres habitant les ghettos, appelés *Underclass*, notion très consommée par les médias et les conservateurs, stigmatisant les populations défavorisées, et mobilisée de façon progressiste par les scientifiques dont le sociologue W-J. Wilson dans ses travaux sur les ghettos noirs de Chicago. Ce dernier la définissait comme «*une entité constituée d'individus et de familles confrontés à de longues périodes de pauvreté et à un chômage structurel élevé, dépendants de l'aide sociale et vivant dans une situation d'isolement social croissant*» (Wilson, 1987).

Cette entité serait ainsi caractérisée par l'affaiblissement des liens au travail, l'augmentation du taux des familles monoparentales, les difficultés à se marier, l'échec scolaire, l'autolimitation des relations sociales, le développement de la délinquance et de la criminalité.

Pour le contexte français, le sociologue Cédric Polère, dans sa tentative d'éclaircir le vocable de la "mixité sociale", a retenu trois principales tentatives de définition apparue par ordre d'apparition (Polère, 2014, p. 16). La première tentative appartient à l'urbaniste J-C. Driant qui en 2006 a défini la mixité sociale de la façon suivante: «*En tenant compte à la fois de l'étymologie du mot et de ses usages, on peut se hasarder à une définition de la mixité comme le mélange de groupes sociaux divers dans des lieux.*» (Driant et all., 2006).

Deux autres définitions sont à relever, la première proposée par Baudin, qui considère la mixité sociale «*comme la coprésence ou la cohabitation en un même lieu de personnes ou de groupes différents socialement, culturellement ou encore de nationalités différentes.*» (Baudin, 2006). Et la seconde par Dansereau qui écrit que: «*La mixité sociale se présente comme l'envers de la ségrégation sociale et plus particulièrement de la concentration des ménages pauvres dans l'espace urbain, avec*



les maux qui y sont associés (...). Elle désigne le mélange des couches sociales » (Dansereau, 2005).

Ainsi, la notion de "mixité sociale" est associée à celles du "brassage social", du "mélange social", de la "diversité sociale" ou même celle de "la cohabitation", et un tas d'autres vocables qui reprennent souvent le discours politique des intervenants sur la ville, comme P. Simon qui établit le lien direct entre la mixité et le concept de "droit à la ville" (Simon, 2001).

Néanmoins, selon C. Polère, toutes ces notions qui cherchant à définir la mixité sociale, ne renvoient pas pourtant à des réalités identiques, d'où la confusion se trouve au niveau du sens mais également au niveau de l'état. Quant au sens, le même auteur témoigne par plusieurs réflexions visant la distinction entre les notions citées précédemment, dont celle de J-Y Authier (2010) entre la "coexistence" qui signifie une coprésence sans relations, et la "cohabitation" qui est une coprésence mais avec des relations qu'on peut qualifier soit par fréquentation ou évitement et selon divers degré et forme de sociabilités. D'autres distinctions ont été faites comme celle entre la notion de « cohabitation » et celle du « côtoisement » formulée par Emmanuel Lenel (2011), ou entre la notion de « mixité » et celle de la "diversité" évoquée par M-Ch Jaillet (2002).

Ces exemples démontrent le caractère polysémique et ambigu de la notion de mixité sociale, qui est analysée par Driant, M - Ch. Jaillet et d'autres comme émanant d'une volonté d'absence de définition dans les textes officiels qui arrangerait les acteurs des politiques de l'habitat et de la ville (2002). L'autre aspect de la confusion consiste dans le fait que parfois la mixité sociale est évoquée comme un aboutissement, d'autres comme moyen, ou comme un idéal voire un "mythe utile" par sa capacité à mobiliser les acteurs publics. Ce qui permet de dire que sur le plan conceptuel, la plupart des analyses ont abouti dans leur grande majorité à la même idée disant que : « *La mixité n'est pas un concept sociologique mais une notion dont l'usage relève avant tout du champ du politique et de l'action publique et qui, dans ces champs, est avant tout considérée comme une valeur, un idéal à atteindre, un mythe mobilisateur censé donner un sens à ces politiques* » (Driant et al., 2006).



1.2.2 Stigmatisation et effets du territoire sur la formation des identités, des pratiques et des parcours sociaux :

Les débats scientifiques autour des problématiques des effets symboliques de la mixité sociale remontent aux travaux pionniers de l'école de Chicago en sociologie et anthropologie urbaine, dont l'objet était surtout la description des ressorts et des effets de ce que certains chercheurs appartenant à ce courant, appelaient "désorganisation sociale /désordre social" sur la socialisation des individus (Grafmeyer et Joseph, 1979).

D'après M-H Bacqué et Sylvie Fol (2005), les travaux scientifiques les plus importants concernant les effets du « territoire » sur les pratiques et les trajectoires individuelles et la formation des groupes sociaux, y compris ceux liés aux approches en psychologie sociale développées depuis les années 60 du siècle dernier, sont le résultat de discussions sur la question de "la classe inférieure" (*underclass*), et ce qui est du rapport des individus et des groupes sociaux au territoire.

Ces discussions s'inscrivaient dans les expériences de lutte contre les discriminations sociales et de logement à caractère ethnique aux USA, qui étaient menées soit par des associations appartenant au mouvement des droits civiques, soit des expériences du relogement, qui légitiment les transformations profondes du parc de logements au nom de la mixité sociale (Bacqué, Fol, 2005, p 88). Dans cette optique, Loïc Wacquant parle d'un type particulier de stigmatisation directement lié au territoire, qu'il a appelé "le stigmate territorial", résultant généralement de diverses raisons dont les plus importantes sont: Le délabrement avancé du cadre de vie, le dysfonctionnement sans freins des institutions, la démoralisation usante et l'atmosphère étouffante d'indignité collective qui imprègne l'hyper ghetto (Wacquant, 2011, p21).

Des facteurs qui se conjuguent pour affecter ses habitants de ce qu'appelle Erving Goffman de "différenciation indésirable" porteuse "d'un effet de discrédit très large" (Goffman, 1963, p53), où se superposent les stigmates de la race, et de la pauvreté pour former une stigmatisation supplémentaire, celle du "stigmate territorial".



2. La banlieue algéroise : esquisse d'une histoire urbaine et sociale

2.1 Tendances d'urbanisation et les modes de peuplement dans la banlieue algéroise

2.1.1 Les tendances d'urbanisation de la ville d'Alger

La ville d'Alger a connu après l'indépendance du pays un étalement urbain, qui s'est développé dans trois directions (Est, Ouest, Sud), facilité par la présence des principaux axes routiers (l'autoroute du sud et les routes nationales). Différemment de la partie Est de la banlieue algéroise, la banlieue Sud-Ouest a connu un développement particulier surtout au début de son peuplement. En effet, la région côtière située à l'ouest, qui comprend un groupe de communes rurales formées dans les zones intérieures adjacentes aux quartiers d'habitat individuel tels que : El Biar, Dely brahim, Ben Aknoun, Cheraga... a été suivi par une urbanisation croissante des communes du Sud-Ouest d'Alger comme Khraicia, Bir Khadem, Saoula, Draria, El Achour et Baba Hcen, dont les formes, les rythmes et les contenus sociaux reposent sur des logiques divergentes et conflictuelles. De ce fait, la configuration socio spatiale de la banlieue d'Alger s'est faite en ces trois phases:

Une première phase dominée par la politique de l'industrialisation adoptée par l'Etat socialiste, qui a marqué la fin des années 70, où des zones industrielles ont été implantées dans la périphérie "Est" de la ville d'Alger, dont les plus importantes sont "Reghaia", "Rouiba", et "Sidi Moussa". En l'occurrence, de grands ensembles de logement collectif ont vu le jour dans cette périphérie, donnant lieu à des quartiers d'habitat très denses tels Oued Smar, Bab Ezzouar, accompagnés de quartiers de bidonvilles qui attiraient la main d'œuvre du secteur industriel provenant des zones rurales (Boumakhoulouf, 2001).

Ce qui explique le caractère populaire de cette banlieue par rapport à la banlieue Sud -ouest d'Alger. La nature du sol facile à aménager, en plus du statut juridique du foncier qui était à cet époque majoritairement des terrains domaniaux, a fait que les autorités publiques optent pour l'implantation des grands ensembles d'habitat collectif locatif à caractère social. Contrairement à cela, la banlieue Sud-Ouest d'Alger à cette même époque était constituée de simples villages municipaux entourés de fermes agricoles remontant à l'époque coloniale, ce qui l'a épargné de peuplement durant cette phase.



Puis une deuxième phase, qui s'est amorcée du début des années 80 jusqu'au début des années 2000, s'est caractérisée par la généralisation d'une urbanisation de type horizontal dans toute la banlieue algéroise. Malgré cela, la banlieue Est, différemment de la banlieue Sud-Ouest, a continué à attirer les couches populaires en raison de la valeur foncière des terrains à bâtir. Alors que dans la banlieue Sud-ouest, dominaient plutôt des quartiers d'habitat individuel planifiés, destinés aux classes supérieures et moyennes. Une période au cours de laquelle l'agglomération algéroise était connue pour sa nette dualité dans son urbanisation, séparant un Est populaire et un Sud-ouest huppé.

Selon Djilali Sari, cette zone a connu dès le début des années 80 "une explosion urbaine" entraînant une exacerbation des problèmes urbains dont il attribue à trois facteurs essentiellement: le premier est l'achèvement du processus de décolonisation et l'intense occupation de logements qui l'accompagne dans l'ancienne ville notamment, et deux autres facteurs ajoutés à partir des années quatre-vingt après le changement d'approche politique vers une l'économie de marché: le lancement de grands projets de logements et l'ouverture du réseau autoroutier, ainsi que des initiatives privées, tant autour des anciens quartiers résidentiels qu'autour des nouveaux lotissements résidentiels.

Et une troisième phase commençant du début des années 2000 à aujourd'hui, caractérisée par la plus grande mixité urbaine et sociale, puisque la banlieue Sud-Ouest d'Alger qui, avant cela était réservée à des couches aisées et moyennes par l'accession à la propriété privée de l'habitat individuel, a vu pour la première fois l'implantation de grands ensembles d'habitat collectif à caractère social pour reloger des familles appartenant à des couches sociales fragiles (provenant des quartiers populaires et déshérités de la banlieue Est ou du centre-ville d'Alger).

C'est l'époque où la banlieue algéroise a connu la plus grande fragmentation urbaine et mixité sociale de toute l'histoire de sa reconstruction. De là, l'agglomération algéroise, à partir du milieu des années 1980, a connu une grande vague de mouvements de population, ou ce qu'on appelle "mobilité résidentielle centrifuge", c'est à dire un mouvement du centre vers la périphérie urbaine. Ceci a contribué à l'émergence de nouveaux schémas d'urbanisation suite aux transformations politiques et économiques qu'a connues le pays dans cette époque.



2.1.2 Modes de peuplement, mobilités résidentielles et appropriation de l'espace à Alger

Le peuplement de la banlieue algéroise s'est fait suite à un large processus de mobilités résidentielles qui a pris deux sens: Le premier processus est centrifuge adopté par les algérois qui habitaient le centre-ville, qui ont rejoint de façon volontaire ou non la banlieue en s'installant dans de l'habitat individuel ou collectif. Le second est un phénomène classique qui n'a jamais cessé d'exister mais qui s'accroissait suite à des événements politiques ou économiques qui ont marqué le pays (la guerre de libération, l'indépendance, l'industrialisation des années 70, la crise sécuritaire des années 90...).

Le déplacement des populations rurales se faisaient par différentes façons suivant les moyens: les plus démunies passaient par les quartiers de l'habitat précaire pour bénéficier de relogement dans des habitations en dur comme locataires, et les plus solvables pouvaient se permettre de s'approprier des habitations individuelles en banlieue algéroise. Quant aux modes de peuplement dans la banlieue algéroise durant les trois dernières décennies, consistent dans deux types d'installation résidentielle: l'une est verticale, s'est faite généralement à travers l'occupation de l'habitat collectif locatif à caractère social, notamment dans la partie Est de la banlieue. Et l'autre est horizontale, produite par l'appropriation de l'habitat individuel surtout au niveau de la banlieue Sud-Ouest d'Alger.

L'appropriation de l'habitat individuel dans le contexte algérien, est un choix reflétant un projet collectif qui favorise le repli et l'entre soi familial comme le décrit Pierre Bourdieu:

"Un projet ou un pari collectif sur l'avenir de la cellule familiale, c'est-à-dire sur sa cohésion et son intégration, ou, en d'autres termes, sur sa capacité à résister à la désintégration et à la dispersion."

Ce choix est en vérité une stratégie de mobilité sociale des couches moyennes citadines qui aspirent à une urbanité métropolitaine, recherchant l'anonymat et l'entre soi résidentiel. Les couches moyennes populaires et rurales aussi favorisent ce type d'habitat mais pas forcément pour les mêmes motifs, mais surtout pour une ascension socio-économique, où la morphologie de la maison individuelle est revisitée pour s'accommoder avec les besoins spécifiques des familles algériennes, donnant lieu à ce qu'a appelé Nora Semmoud de "l'immeuble familial" (Semmoud, 2001).



Sur le plan des représentations sociales, l'habitat individuel détient une forte valeur symbolique dans l'imaginaire des Algériens, ce qui explique les résultats de l'enquête sur l'emploi et les revenus menée en 1986 par l'Office national de la statistique, qui a montré que 75% de l'ensemble des logements appartenaient au secteur privé et 25 % seulement au secteur public en milieu urbain.

Contrairement au logement individuel, qui est une aspiration très courante, le logement collectif (public à caractère social) n'est pas très souhaitable, sauf dans des cas contraignants ou temporaires. Par ailleurs, les deux produits constituent un domaine hautement spéculatif. A ce titre, le logement locatif social devient une ressource importante de promotion socio - résidentielle de certains groupes sociaux, surtout depuis la promulgation de la loi de cession de 1981 sur la propriété de l'État (représentée dans les logements publics construits avant et après 1962). En l'occurrence, il a servi de tremplin vers la propriété privée de l'habitat individuel et à l'insertion économique, depuis plus de 40 ans, aux populations algéroises. Par la suite, ce modèle de logement est devenu un moyen et outil institutionnel très fréquent menée par les autorités publiques dans leur politique d'intervention sur les tissus urbains.

D'autres types d'habitat collectif ont vu le jour ces deux dernières décennies, qui ne sont pas synonymes de pauvreté, de statut social bas ou de groupes stigmatisés - ne serait-ce qu'au début de leur apparition-, qui consistent dans de nouvelles formules d'appropriation soit par la location-vente (Programme AADL) ou par l'aide de l'Etat (Programme LSP/LPA), destinées aux couches moyennes. Dans son étude menée sur un nombre des premiers sites AADL, sous formes de tours dépassant les 10 étages, implantés dans différents endroits de la banlieue algéroise à partir du début des années 2000, Saliha Ouadah, montre à quel point ces espaces résidentiels se distinguant du reste des autres formes d'habitat vertical, dès leur apparition étaient très valorisés par leurs propriétaires mais aussi dans l'imaginaire collectif des algérois (Ouadah, 2014).

Cependant, les problèmes vécus dans ces quartiers liés à la gestion (emplacement des sites d'habitat, les pannes fréquentes des ascenseurs, manque d'équipements d'habitat,...), ont vite amené à éteindre l'image idéale que portait ce type de logement collectif, au point où ils ont commencé à connaître le phénomène d'insécurité pareil que les quartiers d'habitat locatif social. Cela obligeait ces groupes à se confronter à la réalité



de leur quotidien et à penser à rouvrir la porte à la mobilité résidentielle pour devenir propriétaire du logement individuel.

2.2 La banlieue Sud-ouest d'Alger symbole de l'ascension sociale: de l'homogénéité à l'hétérogénéité sociale

La banlieue Sud-Ouest d'Alger se caractérise par un ensemble de qualités spatiales et socio démographiques très recherchées par les familles dans leur processus de mobilité résidentielle, ce qui a fait d'elle un pôle attractif pour les classes moyennes et aisées, et un symbole de promotion sociale dans l'imaginaire des algérois. Ces qualités certaines sont d'ordre spatial telles que : l'emplacement, le type d'habitat, le statut juridique de la propriété, et d'autres caractéristiques socio démographiques telles que le type de catégories socio professionnelles qui y vivent.

Cette banlieue est constituée d'un nombre de communes, variables en termes de valeur foncière, réparties sur trois circonscriptions administratives: la première est celle de Cheraga, incluant les trois communes (Ouled Fayet, Dely Brahim, Cheraga), la deuxième celle de Draria contenant cinq communes (El Achour, Draria, Baba Hcen, Khrassia, Douéra), et la troisième circonscription de Zeralda où se rattachent les cinq communes (Souidania, Rahmania, Maalma, Zeralda et Staouali).

Les communes (Cheraga, Ouled Fayet, Dely Brahim, El Achour, Baba Hcen, Draria...) constitue le cœur de la banlieue ouest et sud-ouest d'Alger, les plus attractives pour les classes aisées, de par la nature plate de son foncier, sa proximité du centre-ville d'Alger et du réseau autoroutier reliant les différentes régions, que ce soit entre le centre et la banlieue ou avec les départements voisins, notamment touristiques, comme "Tipaza", dont ses plages constituent la destination la plus proche des vacanciers algérois.

2.2.1 Territoire convoité par les classes aisées et moyennes en plein ascension

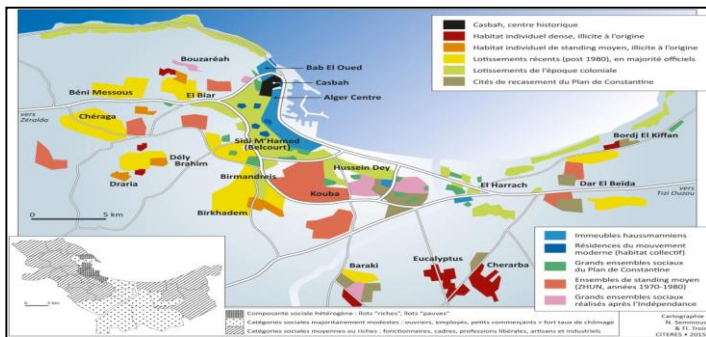
Depuis la fin des années 70 jusqu'au début de la première décennie du XXI^e siècle, la banlieue Sud-Ouest d'Alger s'est réservée à des catégories spécifiques attirées par un parc immobilier de qualité, vu le caractère plat des terrains et la proximité du centre-ville d'Alger. Des catégories sociales bien situées dans les circuits administratifs de distribution de l'immobilier, ou disposant d'informations suffisantes pour accéder de manière marchande (Sous seing privé) aux terrains privés subdivisés.



Outre les lotissements horizontaux constitués dans les années 70, en application de la politique de distribution des lots de terrains suivant la loi des réserves foncières communales de 1974, d'autres lotissements s'y sont ajoutées à partir du début des années 80, qui rapidement épuisés par les couches aisées issues des quartiers centraux, à travers l'accès au foncier « privé » distribué de façon licite ou non.

C'est une banlieue qui a toujours été un espace privilégié d'implantation de l'habitat individuel, depuis la période coloniale (avant 1962) jusqu'à la fin des années 90, comprenant divers types de maisons individuelles, à commencer par celles conçues selon l'ancien style français, jusqu'à la construction individuelle sous forme d'"immeuble familial", qui se répandit à la même période. Selon les statistiques, la majorité des logements individuels réguliers neufs, c'est-à-dire construits après la années 80, se trouve au sud-ouest de la ville d'Alger. Les premiers propriétaires de ces logements sont issus des classes sociales les plus aisées qui vivaient dans les meilleurs quartiers résidentiels soit au centre-ville d'Alger (Didouche Mourad, Teleml, ...) ou à la banlieue ouest immédiate (Hydra, El Biar...).

Carte n° 01: Typologie et statut de propriété de l'habitat dans la wilaya d'Alger 2015



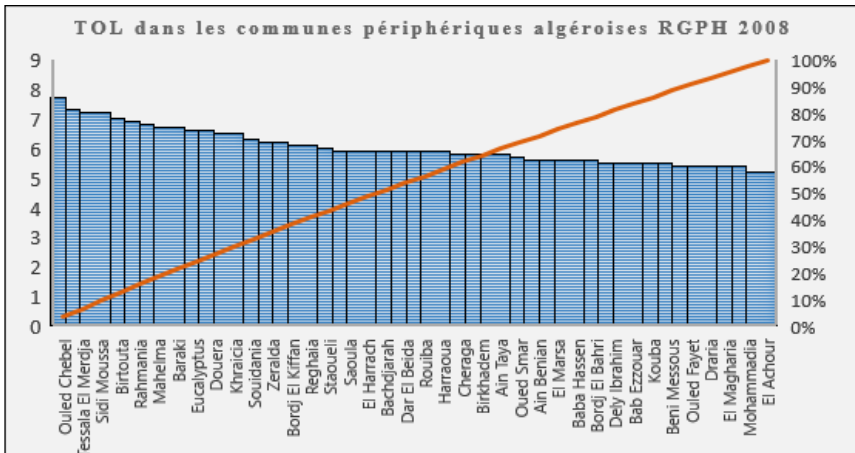
Source: Nora Semmoud, « Les marges urbaines: un analyseur privilégié de l'urbanisme d'Alger ? », *Les Cahiers d'EMAM*, décembre 2015. URL: <http://emam.revues.org/1091>.

Durant la décennie (1987-1998), la banlieue Sud-Ouest d'Alger a connu un processus d'urbanisation assez particulier, où elle a connu une énorme explosion de lotissements préparant à l'habitat individuel, ce qui a entraîné, d'après la chercheuse Karima Anouche, une énorme augmentation de logements individuels : la commune de Cheraga en 1998 a atteint 61% du total des logements, 63% à Ouled Fayet, 70% à Draria, et 54% à El Achour,



et 72% à Baba Hcen.(K. Anouche, 2003, p. 170). Cette banlieue se caractérise également par un nombre d'indicateurs socio-économiques reflétant le niveau social élevé des familles qui y sont installées, notamment dans les communes de Draria, El Achour, Dely Brahim, et Baba Hcen.... dont les plus importants celui du taux d'occupation des logements (TOL), qui ne dépasse pas les cinq (5) individus par logement dans ces communes dans la plupart des cas, bénéficiant d'un confort résidentiel considérable, par rapport à d'autres banlieues où le TOL atteint les sept (7) individus, et parfois le dépasse, comme dans les communes de la banlieue sud (communes d'Ouled Chebel, Tsala El mardja, Sidi Moussa, Birtouta...) tel indiqué dans le graphe ci-dessous:

Graphe n° 01: Le taux d'occupation par logement dans les communes de la banlieue algéroise (RGPH, 2008)



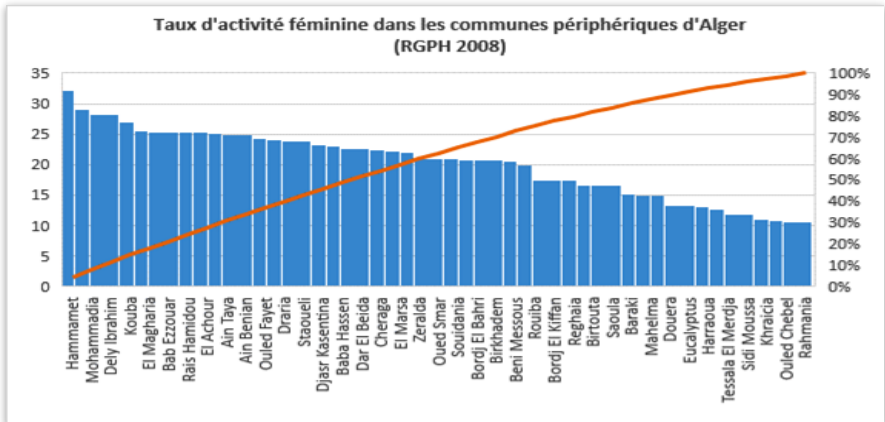
Dans la même banlieue se concentrent les plus forts taux de possession des ménages de véhicules individuels, selon les résultats du RGPH de 2008, qui montrent clairement la supériorité des communes situées dans cette banlieue algéroise, où le taux à titre d'exemple dans les communes de Dely Brahim a atteint 61,5%, 61,2% à Baba Hcen, 59,3% à El Achour et 55,4% à Draria. Alors que les taux d'acquisition d'une voiture dans la plupart des communes de l'Est ne dépassent pas 50%. S'ajoute à cela, un autre indicateur signifiant de la position socio-économique des groupes de population résidant dans la banlieue sud-ouest et du type d'urbanité généralisée, où les taux enregistrés en 2008 étaient les plus élevés en comparant avec les autres banlieues comme suit : 13,1 % à Baba Hcen, 7 % à Draria, 5,2 % El Achour



et 5 % à de Dely Brahim et Khraicia. Le bien être résidentiel dans ces communes est également prouvé par les forts taux de possession d'équipements électroménagers (machine à laver, climatiseur) et du réseau d'Internet.

En termes de modes de vie des ménages vivants dans la banlieue Sud-Ouest d'Alger, le type d'urbanité prédominant est celui d'un mode de vie plutôt ouvert et métropolitain, puisque les résultats du RGPH de 2008 indiquent que les taux élevés de la population ayant un niveau universitaire pour les femmes notamment se concentrent principalement dans la banlieue sud-ouest. Pareil pour le taux d'activité féminine qui est le plus élevé dans ces communes avec 60 % en moyenne, alors que dans la partie Sud d'Alger ce taux ne dépasse pas les 30% (du moins dans le secteur formel).

Graph n° 02 : Le taux d'activité féminine dans les communes de la banlieue algéroise (RGPH, 2008)



La particularité des modes de vie dans cette banlieue et les signes d'urbanité métropolitaine, se constate aussi à travers la motorisation des femmes par rapport aux autres banlieues algéroises, d'où sa réappropriation de l'espace public.

Nous concluons que le sud-ouest de la ville d'Alger est une banlieue qui a ses propres spécificités, tant en termes spatiaux (qualité de l'habitat et type d'habitat, sa proximité du centre-ville et du réseau autoroutier) qu'en termes de qualité des groupes sociaux qui y sont installés. C'est en quelque sorte un refuge pour les habitants venant du centre-ville parce qu'il est à la fois proche et éloigné du centre-ville.



2.2.2 Le peuplement hétérogène du Sud-ouest d'Alger ou mixité sociale

Si l'on considère que jusqu'au début des années 2000, les autorités ont réussi dans une certaine mesure à contrôler l'urbanisation de ce faubourg, elles n'ont plus suivi le même processus après cette date, puisqu'ils ont réorienté les programmes de logements collectifs sociaux, qui n'est pas un choix délibéré en soi pour favoriser la mixité sociale, mais c'est plutôt due à la rareté ou l'absence d'assiettes foncières appartenant à l'État dans les autres banlieues de la ville d'Alger, et aussi à l'état d'urgences qu'a connu la ville d'Alger suite aux catastrophes naturelles.

En effet, dès le début des années 2000, les opérations de relogement ont assuré le déplacement vers la banlieue Sud-ouest d'Alger à prédominance résidentielle, des populations modestes des quartiers populaires centraux (passant souvent par des centres de transit), ou/et des populations occupant des bidons villes sur les bordures des grandes villes, fuyant les campagnes pour des raisons sécuritaires et économiques occupant les bidonvilles dans les bordures des villes. (Navez-Bouchanine, PRUID, 2008)

Ceci a accentué la stigmatisation et l'exclusion des couches modestes d'une part, et au repli des autres groupes sociaux propriétaires des habitations individuelles d'autre part. La visibilité morphologique de ces catégories sociales dans une banlieue où prédomine l'habitat individuel, facilite le contrôle légal des activités économiques, ce qui fragilise de plus en plus ces catégories qui se ressourçaient dans leurs anciens quartiers du travail informel essentiellement.

Le discours collecté dans le cadre de notre thèse de Doctorat, que ce soit celui des quartiers huppés d'habitat individuel (E5, E6) ou celui des quartiers moyens d'auto construction à caractère communautaire (E39) converge sur le même constat où la mixité sociale est largement bannie. En effet, les enquêtés expriment leur désarroi vis à vis de l'évolution qu'a pris la banlieue de Draria les deux dernières décennies, en pointant du doigt les couches populaires habitant les nouveaux grands ensembles d'habitat collectif à caractère social provenant des quartiers déshérités du centre-ville ou de la banlieue Est, comme l'exprime cette enquêtée l'une des habitants des quartiers huppés de Draria:

E6: "... maintenant Draria n'est plus comme avant, tout s'est détérioré (khamdjate) ... c'était une ville tranquille avant que les habitants de ce quartier (la cité) viennent s'y installer... » ;



E39 : "... Dieu soit loué, tous les quartiers sont propres, mais ce que je n'aime pas à Draria, ce sont les quartiers qui ont beaucoup d'immeubles... Le quartier que je n'aime pas du tout est celui en face des restaurants de grillades, hahaha C'est l'endroit que je déteste le plus dans le coin... C'est un quartier plein de voleurs, de la drogue, il y a de tout, ce quartier regroupe tous les démunis du monde... le problème n'est pas qu'ils soient d'Alger centre ou pas, ils étaient dans des quartiers chaotiques comme... Si vous passez devant leur quartier, vous entendrez que des insultes et des injures contre la religion. Ils ont une mauvaise mentalité, c'est ce qu'ils ont amenés ici avec eux... ”

Selon le discours des enquêtés, les quartiers d'habitat collectif surtout des cités qui regroupent des couches populaires démunies, incarnent un mauvais exemple de mixité sociale, par la diversité de leur composition socio-résidentielle. Les habitants de ce type de quartiers sont considérés comme des intrus qui ont entravé la bonne évolution de la banlieue sud-ouest d'Alger, que les classes supérieures et moyennes en pleine ascension sociale des quartiers horizontaux se l'approprient. D'après ces habitants, ce genre de mixité sociale a favorisé la propagation des conduites de déviance, qui ont infectés d'autres quartiers résidentiels, qui étaient jusque-là un havre de paix, et un lieu de calme et de sécurité :

E5 : "Ce quartier n'aurait pas dû exister dès le départ. Ils étaient censés laisser l'endroit tel qu'il était avant. Ça aurait été bien mieux, car depuis l'arrivée de ces habitants, la mentalité a changé à Draria parce qu'ils font de mauvaises choses. Beaucoup de mauvaises choses se sont produites là-bas qui ne devraient pas exister à Draria, comme la drogue, enfin désormais tout le mal est là.”

Ainsi, la cité en tant que groupe social trainant une mauvaise réputation gravée dans l'imaginaire des algérois, semble gêner la bonne évolution de la banlieue Sud-Ouest d'Alger selon les habitants des quartiers horizontaux. Une mixité sociale, que ces derniers qualifient comme obstacle majeur à leur promotion symbolique, mais aussi une menace pour leur sécurité, notamment pour l'avenir de leurs enfants.

De ce fait, la banlieue algéroise, près de trente ans après l'indépendance du pays, a reproduit la même ségrégation résidentielle qui prévalait au niveau du centre urbain, que ce soit avant ou quelques années après l'indépendance, à travers des mécanismes juridiques, au profit des mêmes groupes de population bien placés dans les filières de distribution de la rente foncière



(loi de cession des biens domaniaux, réserves foncières municipales...). Ce qui a valorisée la banlieue Sud-ouest et la considérer comme symbole de l'ascension sociale des classes moyennes montantes et des classes aisées, même si cela a été entrecoupé de périodes de relogement des couches modestes. Mais l'imaginaire social urbain s'en souvient encore comme d'un espace de production de nouvelles formes d'urbanité qui reflètent un modèle de réussite matérielle et sociale pour certains groupes sociaux.

3. Vivre dans une cité à la banlieue Sud-Ouest d'Alger

3.1 Présentation du terrain d'étude

En ce qui concerne la dimension morphologique du quartier objet d'étude, la délimitation de ses frontières physiques est assez nette. Le grand ensemble d'habitat collectif tranche nettement du point de vue de son aspect par rapport aux quartiers avoisinants composés d'habitat de type individuel majoritairement de haut standing. Du point de vue de sa composition sociale, cette Cité abrite presque exclusivement une population composée de relogés, déplacés à la suite de différentes opérations d'intervention menées au début des années 2000 des quartiers populaires situés soit au centre soit à la banlieue Est d'Alger (centres de transit, bidonvilles, cités HLM de quartiers centraux, zones sinistrées).

Photo n° 01: Le quartier de la Cité (Draria, Alger. 2018)



Selon l'enquête qualitative menée dans le cadre du programme PRUID en 2008 (Safar Zitoun et Hafiane, 2012), ces relogés sont à 70 % des urbains, dont la grande partie appartiennent à des ménages de type nucléaire et composés en moyenne de six personnes. Quant aux actifs, la plupart relèvent des catégories intermédiaires ou inférieures (petits métiers de services) ou bien sont au chômage. La Cité est donc occupée par des populations à faibles revenus, plutôt démunies, partageant le même



sentiment de frustration: celui d'un déficit de promotion socio-résidentielle. Une situation accentuée par la lourdeur des loyers et charges locatives.

3.2 Effets du territoire et du mélange social sur les sociabilités intra/inter quartier et stigmatisation

Si l'effet du mélange social pour les couches aisées et moyennes est d'ordre plus symbolique et social (modes de vie, l'image), pour les couches défavorisées l'effet de ce mélange est beaucoup plus lié à l'ordre socio-économique (niveau de vie), qu'à l'ordre de leur image en tant que groupe résidentiel visible du point de vue des représentations sociales. À titre particulier, nous exposons dans cette partie l'impact de cette juxtaposition socio spatiale sur les pratiques de sociabilités des jeunes de la Cité notamment les plus précaires en termes de situation socio-économique. Avant cela, nous nous sommes interrogés sur le phénomène des "groupements de jeunes" et le marquage territorial du quartier dans les grandes villes, plus particulièrement au niveau de la ville algérienne à travers notre cas d'étude.

3.2.1 Les « groupements de jeunes » dans le territoire du quartier, choix d'urbanité ou contrainte sociale ?

L'un des rituels quotidiens les plus pratiqués par les jeunes de la Cité est celui des groupements ou attroupement devant le quartier d'habitat. Cependant, il faudrait souligner que ce phénomène n'est pas spécifique aux villes algériennes ou maghrébines, mais on le trouve également très fréquent dans certains quartiers des villes méditerranéennes, comme l'avait souligné Suzie Guth dans son analyse de la question de la désorganisation sociale, en faisant référence à Marianne W. A. Boelen (1992, pp. 11-51) qui avait fait un travail d'observation ethnologique sur la ville de Rome et d'autres villes.

L'auteure décrit ces rassemblements d'hommes de la façon suivante: «Chaque visiteur de la péninsule italienne a pu faire la même observation, mais bien des sites en Europe se prêtent à ce même constat. Que ce soit sur le pourtour de la Méditerranée, dans les Çaybahesi turcs, en Andalousie ou au-delà, dans les villages sahéliens, les hommes oisifs s'assemblent dehors, le long des murs, assis sur leurs talons, ou autour de verres de thé, voire autour d'un jeu de pétanque.» (Guth, 1996, p.617). Le point commun de ces groupements d'hommes dans les différents contextes urbains cités est l'oisiveté.



Concernant les villes algériennes, les jeunes chômeurs et exclus de la scolarité, les plus visibles dans les quartiers populaires sont appelés les "hittistes", c'est-à-dire « ceux qui tiennent le mur », relatif au terme arabe « hit » qui veut dire mur (Dris, 2001, p.182). En effet, cette catégorie de jeunes ne peut échapper à la stigmatisation dans la mesure où elle devient un sujet suspect de tous les maux du quartier. Pour notre cas d'étude, l'analyse de contenu des discours collectés via les entretiens nous a servi à retracer certains rituels quotidiens des jeunes de la Cité dont le phénomène des attroupements des jeunes, depuis leur installation.

La question qui se pose donc: est-ce que le rassemblement des jeunes dans les quartiers d'habitat est une pratique naissante sous la contrainte sociale, ou simplement un choix d'urbanité, ou plutôt les deux à la fois où le premier engendre le second ?

L'analyse de ce phénomène nécessite le rappel des principaux travaux sociologiques et ethnologiques menées sur le marquage territorial par les bandes de jeunes dans les zones des quartiers pauvres, et cela depuis les toutes premières recherches de l'Ecole de Chicago sur les ghettos américains en début du XXème siècle, passant par le travail de H. Becker "Outsiders" publié en 1963. Suivies par plusieurs recherches sur les quartiers populaires de la banlieue française menées entre les années 60 à nos jours, avec J-Cl. Chamboredon et M. Lemaire (1970), F. Dubet (1987), M. Kokoreff (2003), M. Mohammedi et L. Mucchielli (2006) ou L. Wacquant (2006) et d'autres.

Bien que les angles d'analyses se soient différenciées, les uns adoptant l'explication culturaliste comme Louis Wirth, d'autres les principes interactionnistes comme E. Goffman ou H. Becker, ou structuraliste pour la majorité des travaux français, la plupart de ces recherches a pu observer des pratiques territoriales de cohésion ou de conflits entre les groupes de jeunes habitant des quartiers dites "pauvres", "populaires", ou "sensibles" ou même "dangereux".

Pour le cas américain, la rivalité entre les bandes d'appartenance ethnique différentes dans les quartiers pauvres a été analysée par White comme un conflit « essentiellement territorial, qui vise à marquer et à préserver leur territoire.», dans la mesure où « la ville du XXe siècle est un territoire a priori ouvert, sans frontières bien établies, où les murs des ghettos et les portes ont été supprimés. » (White, 1960). Nous pouvons donc considérer les rituels quotidiens observés dans ce genre de quartier tels les attroupements de jeunes et la formations des bandes, comme un simple marquage du



territoire face à d'autres territoires dans l'espace de la grande ville, qui « se fera dans la lutte, dans le combat, dans l'invasion du territoire de l'autre et le repli sur sa rue, son coin, son lieu habituel de rendez-vous, chez le coiffeur, à la cafétéria, dans la cave où sont entreposées les munitions. » (Guth, 1996, p.620).

3.2.2 La Rue : espace public socialisateur masculin des couches marginales

La socialisation dans les quartiers populaires s'opère de façon concurrentielle entre la maison et la rue, où la rue joue le rôle d'espace de substitution ou complémentaire qui accueille les groupes et les individus notamment les hommes, dans une logique d'usage sexué patriarcal de l'espace public reposant sur "l'honneur". Par conséquent, cette répartition fait que l'espace intramuros est un territoire sacré et d'intimité du groupe familial, et de protection appropriée aux femmes et d'accès très limité aux hommes. A contrario, ces derniers s'approprient l'espace extra muros "la rue" dans leurs sociabilités quotidiennes, mais aussi occasionnelles (fêtes, cérémonies, funérailles, évènements sportifs), par l'occupation soit des parties communes (terrasses, cours et cages d'escalier des immeubles collectifs) ou de l'espace public (trottoirs, rue, passerelle...).

La rue est également un lieu de liberté pour les jeunes où s'expriment les frustrations et les interdits, ce qui la rend un espace de "danger" et d'insécurité et donc de risque pour les femmes comme l'avait analysé Bourdieu: « la sortie est le mouvement proprement masculin, qui conduit vers les autres hommes, et aussi vers les dangers et les épreuves auxquels il importe de faire front » (Bourdieu, 1980, p.456).

Cette mutation de l'espace public est expliquée par l'étranglement de l'espace d'habitations intérieur et la grande taille des familles, ce qui a engendré la formation d'une identité commune nommée localement par « Esprit houmiste » qui renvoie à la Houma synonyme de quartier dans certaines villes algériennes. En plus de la forme spatiale, la "Houma" exprime la reconnaissance d'un esprit commun, d'une identité commune et un devenir commun, favorisant des relations sociales et humaines intensives.

En effet, cette configuration socio spatiale du quartier dans les villes du Maghreb abondamment analysée comme espace d'intégration citadine (Icheboudene, 2004), traduit une urbanité locale de proximité qui se reproduit suite à l'ancrage de ses habitants dans les nouveaux quartiers d'habitat



collectif "des cités" ou même dans d'autres formes d'établissement résidentiel qui favorisent l'intensification des liens de voisinage comme les bidonvilles et certains quartiers de type horizontal. Dans cet espace de proximité socio spatiale, la socialisation des hommes passe inévitablement par l'espace du quartier après celui de la famille, qui devient par la suite un lieu familial et adapté aux hommes. Par conséquent, l'espace public dans ces quartiers est perçu comme un bien commun et privé à la fois, approprié et exploité par des jeunes en quête d'opportunité socio-économique.

Pour notre cas d'étude (la Cité de Draria), ce mode d'occupation et d'appropriation de l'espace public de proximité (le quartier) par la génération appartenant à la catégorie d'âge entre 15 à 35 ans, souvent instable sur le plan économique (chômage) et social (célibataire), a visiblement un rapport avec le type de quartiers d'où proviennent les familles relogées, caractérisés par de forte concentration de population. Ceci, fait que les jeunes de la cité essaient de reproduire la même ambiance (*l'houle*) que celle qu'ils avaient dans leurs anciens quartiers :

E36 : « ... parce qu'ils sont habitués au bruit (mwalfine l'houle), ils ne les ont pas ramenés de Hydra ou ailleurs, ils les ont ramenés des cités etc..., ils sont habitués à ce genre de choses. » ;

En effet, les attroupements des jeunes à proximité de leur quartier se caractérisent par deux indices: Le premier celui de la visibilité, et le second celui de la proximité. De ce fait, non seulement ces jeunes préfèrent se rendre visibles à l'égard des passants, en menant des causeries et des discussions de groupes çà et là, tout en gardant l'œil sur les familles, mais aussi se mettent dans les espaces les plus proches de leur Houma. Le choix d'être visible dans le périmètre du quartier se présente selon ce témoignage comme une culture propre aux jeunes de la cité, y compris ceux qui ne souffrent pas de l'oisiveté.

E36 : « bon je reste à la maison, je me connecte, après je descends je discute une ou deux heures... ici, dans le jardin, devant tout le monde (keddami rabbi we ibadou), et après je prends mon cabas pour m'entraîner et je rentre très bien... je fais ma prière de L'Ichaa et je monte dormir chez moi, c'est pareil pour la majorité. » ;



3.2.3 Les territoires des jeunes entre le visible et le caché: sociabilités ou exclusion sociale

L'effet de quartier sur les sociabilités se joue également à travers les lieux fréquentés des catégories stigmatisées en oscillant entre le visible et le caché, en se repliant sur leur territoire de quartier. L'un de ces espaces visibles est le jardin public "Ladj'nina" situé au cœur du quartier, lieu privilégié de leur agrégat et de leurs sociabilités intra quartier. Un territoire réservé exclusivement aux hommes de la cité, jour et nuit, il accueille différentes générations, où chacune s'approprie un sous territoire partageant des causeries, des discussions mais aussi des jeux (domino, babyfoot...).

Sur le plan symbolique, les habitants du grand ensemble confèrent à ce jardin de proximité un statut de territoire marginalisé, réservé à une population oubliée, livrée à l'oisiveté et à la délinquance. A ce titre, le discours de certains jeunes enquêtés dégage des représentations négatives autour de cet espace, en le percevant comme symbole de marginalisation, d'exclusion sociale et d'oppression "l'hogra". Cette placette est ainsi considérée par les gens de la Cité comme un espace refuge d'une génération en difficulté issue de couche sociale vulnérable, et comme une expression populaire territorialisée réclamant le droit à la ville :

E29 : « ... va voir les jeunes comment ils sont tous jetés, abandonnés, livrés à eux-mêmes, va voir dans le jardin de la cité...Personne ne travaille, ils chôment tous. » ;

Cependant, la visibilité n'est pas toujours recherchée par les jeunes de la Cité. Parfois, ils préfèrent se dissimuler dans des espaces cachés comme les parties communes du quartier (caves des immeubles) ou dans les buissons situés en aval de la cité. Se mettre en retrait de la foule pour certains jeunes est une façon de s'individualiser, d'éviter la fréquentation des groupes de jeunes. Pour d'autres, c'est plutôt un refuge contre le contrôle policier comme le cas des consommateurs ou petits dealers des stupéfiants ou autres catégories de délinquants qui essaient d'être discrets:

E26 : « ... Si je reste ici, l'Etat (la police) m'arrête, me soupçonne tout le temps... pour ça j'évite le quartier, et le soir je m'assois dans la forêt, je ne vous cache pas... » ;



3.2.4 Les jeunes de la cité entre l'attente et la débrouille: une bombe à retardement?

Comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, la majorité des jeunes de la cité est inoccupée du fait que la plupart quittent l'école très tôt dès la classe primaire ou moyenne, et surtout par leur précarité professionnelle de façon partielle (travail irrégulier, informel) ou absolue (chômage). Livrés au vide et surtout à l'inconnu, les jeunes hommes de la cité n'hésitent pas à exprimer leurs sentiments de désarroi, de dégoût et d'amertume en utilisant ces termes qui ne manquent pas de sens : « le vide » (l'vid), « je suis dégouté » (m'digouti, karah), « je déambule » (n'dour), « je navigue » (ennavigui)... etc. :

E35/R2 : « il n'y a rien ici. La moitié ne travaille pas, c'est le vide, la preuve regardez ils sont en train de circuler... ici tellement il ya du vide, ils sont tués par le vide (l'vide ktal'houm) ... » ;

Avec le temps, cette attente devient une façon de vivre où tout se fait en même temps, où le travail fait partie de leur divertissement, son irrégularité fait qu'il ne soit pas lié à un calendrier, ou un règlement, surtout pour les jeunes provenant de quartiers centraux d'Alger:

E26 : « de temps en temps, je descends à la casbah bricoler, parfois je me débrouille (navigue) ici, j'achète des trucs et je les revends aux fils de mon quartier (Ouled Houmti) ... ici je ne reste pas souvent, parfois c'est rentable (hikma) parfois non... sans ça, même si je ne travaille pas, je me rends à mon ancien quartier... » ;

Seulement, cette situation d'attente est une pression difficile à surmonter par les jeunes de la Cité, notamment qu'ils vivent dans un endroit hautement contrôlé et sécurisé, où l'insertion sociale s'avère quasi-impossible. Lors de nos interviews de groupes, les enquêtés ne cachent pas leur sentiment d'injustice sociale ressentie de la part des services de l'ordre public, qualifiant les opérations de contrôle policier et d'intervention dans leur territoire de pratiques d'acharnement, d'oppression 'El Hogra', et de provocation contre eux en tant que groupe socialement démuné et morphologiquement visible:

E23 : « ... la dernière fois j'allais partir aux funérailles, Eddoula (la police) est venue me fouiller, parce que j'habite dans la cité ! par contre si j'habitais ailleurs on ne m'aurait jamais fouillé... s'il se passe quoi que ce soit comme vol ou autre, même si c'est loin, ils viennent chez nous, on



est pointé du doigt !. . les gens ont tous peur de nous ! tu entendas parler de la cité comme une source de problèmes ! Les gens nous évitent!... »;

Cependant, ce jeu de cache-cache avec les policiers n'est pas facile à mener tout le temps. L'interdiction par les autorités de l'usage des espaces publics (rues, placettes, etc.) pour le commerce informel pousse certains jeunes à retourner exercer ces activités dans leurs quartiers d'origine, ou sinon établir des alliances avec d'autres quartiers marginaux moins contrôlés dans les environs. De ce fait, le renforcement du contrôle policier envers le territoire de la Cité, est l'un des effets le plus pervers de milieu subis quotidiennement par les jeunes de la Cité. Une situation subversive, qu'on pourrait qualifier de "bombe à retardement", dans la mesure où toutes les conditions se réunissent pour accroître le sentiment de la stigmatisation et de l'injustice sociale chez les jeunes de ce quartier:

E46 : « viendra un jour où ces jeunes soit meurent par crise cardiaque, soit ils se déclenchent et deviennent fous ou qu'ils persuadent les gens par des actes inimaginables, ceci s'est déjà arrivé à beaucoup... »;

3.3 Difficultés d'insertion sociale et précarisation

3.3.1 Stigmatisation, inégalités sociales et difficultés d'accès aux ressources et services urbains

Les inégalités socioéconomiques en défaveur des couches les plus modestes concentrées dans les cités de l'habitat collectif, sont l'un des effets négatifs du territoire les plus exprimés par les enquêtés. En effet, la mixité sociale a fait en sorte de fragiliser encore plus ces couches sociales, dans la mesure où le pouvoir d'achat n'est pas au même niveau pour tout le monde. S'ajoute à cela, la difficulté d'accéder aux services publics, qui est ressentie par les jeunes d'entre eux dans leur scolarité, et dans l'accès aux services des soins, transport et administration locale, comme une forte discrimination socio résidentielle :

E23 : « là où tu vas changer d'école on ne t'accepte pas, où est ce que tu habites, c'est la première question qu'on nous pose... dès que tu lui répondes que tu habites à la cité, t'es refusé directement... » ;

E34 : « ...On évite même d'aller à la mairie... dès qu'on dit qu'on est de la cité on est mal vu... »;



3.3.2 Insertion socio-économique négociée dans une banlieue hautement contrôlée

L'insertion socio-économique des catégories à faibles capitaux (économique et culturel) dans une banlieue bourgeoise fortement contrôlée par le fisc et les services de l'ordre, oblige le déploiement de multiples moyens de négociation. En effet, ceci ne favorise pas la reproduction de certaines ressources économiques propres aux couches modestes tel le commerce informel. A travers un discours "victimaire", les chômeurs de la Cité ne ratent pas une occasion pour exprimer leur malaise socio professionnel, le décrivant comme une sorte de ségrégation socio résidentielle:

E23 : « ... penses-tu qu'ici on te laisse rentrer chez eux pour travailler ? ils ne nous font pas confiance... C'est simple si tu es aisé tu travailles, si tu ne l'es pas tu ne trouveras pas de travail... Si maintenant je fais le tour des magasins pour demander du boulot, tout le monde nous dira qu'il n'a pas de place parce qu'ils savent qu'on habite la cité... »;

Une exclusion qui ne semble pas s'atténuer avec le temps, puisque les résultats de l'enquête complémentaire que nous avons menée huit ans plus tard auprès des jeunes chômeurs de la Cité, confirment le même sentiment d'injustice sociale et de stigmatisation, en reproduisant le même discours victimaire que la génération précédente:

E35/R : « ... pendant El Mouloud partout ils travaillent, ils vendent des pétards.. nous on met à vendre ne serait-ce qu'un seul pétard, l'Etat (la police) vient nous fouiller et nous arrêter... nous on st tranquille, on travaille.. on cherche un marché pour travailler... pour éviter de voler... » ;

La "débrouille" et le "Squat" de ces jeunes s'avèrent comme un mode d'exister en ville, une urbanité "refuge" des marginaux, basée sur la "force du local" telle décrite par M. Safar Zitoun (2010). En effet, le recours aux activités informelles lorsque l'opportunité se présente, et aux pratiques de la débrouillardise juvénile et du squat de l'espace public s'imposent comme l'ultime façon d'estomper le chômage de ces jeunes.

A ce titre, l'invasion de l'espace public par le commerce informel se présente comme facteur d'autorégulation des couches les plus démunies souffrant du chômage. Dans ce sens, l'analyse du discours des jeunes squatteurs nous a permis de repérer un vocable symbolisant " la débrouille", construit autour des mots tels que: "Nab'ricoli" (je bricole),



“N’ssallek Rassi” (je me débrouille), “N’navigui” (je navigue) ou encore “T’qarqiba” (un petit profit), “Nestartzak” (je gagne ma vie) et plusieurs d’autres termes qui expriment la débrouille et le dépannage, la précarité professionnelle, dans l’attente d’une stabilité socioéconomique.

3.3.3 Contournement du stigmatisme et stratégies déployées dans l’insertion socio professionnelle

Pour contourner la stigmatisation vécue surtout sur le plan économique, les jeunes relogés développent des stratégies tantôt collectives, tantôt individuelles, pour négocier leur place dans la société et dans l’espace. Certains essaient de se démarquer du groupe, en limitant la fréquentation des habitants de leur propre quartier, ou en évitant de circuler en groupe à l’extérieur de la Cité, ou de préciser le lieu exact de leur résidence, voire le cacher, surtout lorsqu’ils sont à la recherche d’un travail.

Quand les stratégies individuelles manquent de rigueur, il ne reste de choix que les stratégies collectives qui s’adossent sur l’image négative comme moyen de négociation et d’imposition comme, par exemple, le fait que les groupes de jeunes s’imposent par la force et le chantage, à savoir promettre la quiétude et la sécurité aux visiteurs et clients des restaurants d’en face contre le droit de tirer des revenus du gardiennage. Ceux qui déploient cette stratégie n’hésitent donc pas à mobiliser la face négative de leur identité collective pour garantir leur insertion économique comme le montre clairement cet extrait de discours :

E23 : « [...] Avant cela, ces rôtisseurs ont embauché des jeunes de leur région pour le gardiennage des voitures, et maintenant ce sont des gens du quartier [Ouled Houma] qui travaillent dans les parkings [...]. Au début, quand nous avons gentiment demandé aux restaurateurs de travailler dans les parkings, ils ont refusé, alors, après, on était obligé d’utiliser la force, on les a menacés, et ils ont cédé [...] ».

4. Discussion

L’analyse de discours des enquêtés habitant la banlieue "privilegiée" d’Alger (Draria), soit ceux des quartiers horizontaux appartenant aux couches sociales aisées et moyennes, ou ceux occupant les cités d’habitat collectif social appartenant aux couches modestes populaires qui ont rejoint cette banlieue récemment, nous montre que la mixité sociale dans cette banlieue est vécue différemment: D’un côté, des groupes sociaux solvables voudraient préserver leurs acquis résidentiels soit sur le plan social ou symbolique.



Ceux sont les catégories sociales qui s'approprient la banlieue du Sud-Ouest d'Alger puisque ils ont été les premiers à investir cet espace et surtout à mobiliser les plus grands capitaux matériel ou social dans leur projet d'appropriation de l'habitat individuel. Et de l'autre côté, des groupes sociaux fragiles, par leurs parcours socio résidentiels et leur visibilité en tant qu'entité morphologique distincte (habitat vertical), vivent une difficulté d'insertion sociale et une forte stigmatisation, mais malgré cela ils négocient leur place dans une banlieue de "riches", et voudraient à tout prix tirer profit de l'opportunité qui s'est offerte à eux, et négocier leur droit à la ville.

C'est dans ce sens que certains enquêtés des quartiers horizontaux (E4) ne voit pas en cette mixité sociale que des inconvénients, mais elle peut aussi aboutir à des avantages, et cela du fait de la proximité spatiale des différents groupes vivant dans la même banlieue, dans la mesure où le groupe d'habitants stigmatisé fourni des efforts pour effacer la mauvaise image qui lui colle, comme en matière de propreté à titre d'exemple :

M4 : "... maintenant le quartier commence à s'améliorer petit à petit ça va, ses habitants ont un peu changé... C'est devenu un quartier vivant avec quelques problèmes, mais ils arrêteront tous ces problèmes progressivement avec le temps... Je pense qu'ils sont en train d'évoluer dans le bon sens. non seulement ils doivent faire un effort, mais nous aussi, nous devons le faire."

Il faudrait également signaler que le décalage social entre les jeunes des cités et ceux des quartiers d'habitat individuel notamment de moyen standing n'est pas souvent signifiant, puisque on est dans contexte urbain où la typologie d'habitat ne reflète pas forcément le niveau de vie des familles. En effet, l'accès au foncier urbain pour le cas algérois s'est fait d'une façon pas totalement marchande mais plutôt à travers la mobilisation des attributs patrimoniaux surtout dans les premières années de distribution des lots de terrains.

Ceci explique la coexistence des catégories sociales parfois très divergentes en termes de niveau et mode de vie dans un même quartier d'habitat. Cette même situation a donné lieu à des poches de marginalités urbaines dans la banlieue sud-Ouest d'Alger où se jouent des négociations entre les groupes sociaux les plus fragiles et les autorités publiques, mais aussi entre différentes classes sociales en concurrence pour conquérir de nouveaux espaces urbains.

En attendant la stabilité économique et la sécurité sociale qu'espéraient et recherchaient les groupes marginalisés abandonnés à leur sort dans une



banlieue réservée aux classes aisées, le travail informel reste pour eux la possibilité la plus concrète de résister à la marginalisation dans un contexte économique favorable où prédomine le secteur informel. Comme exemple à cela, l'accord tacite qui s'établit au fil du temps, entre les jeunes de la cité et les propriétaires des restaurants comme nous l'avons constaté lors de notre enquête de terrain qualitative

Conclusion

La lecture de l'usage de la notion de la "mixité sociale" dans le champ de l'action publique et comme objet de débats sociologiques d'un côté, et de l'autre les résultats de l'enquête qualitative menée dans l'un des quartiers d'habitat collectif en banlieue algéroise, a montré clairement l'effet du territoire "le quartier" sur les pratiques de sociabilité des couches démunies dont sa jeunesse en quête d'une place dans la grande ville, elle a démontré comment leur stigmatisation en tant que groupe social et résidentiel distinct et repérable spatialement, trainant une image négative du fait de leur passé résidentiel, les empêche de se socialiser avec le monde extérieur constitué des autres groupes résidentiels habitant les maisons individuelles de haut et moyen standing.

Une stigmatisation qui a renforcé leur sentiment d'injustice sociale, provoquant des pratiques de repli sur soi même au sein de l'endogroupe, et ainsi la difficulté d'insertion socio-économique. Ce marquage territorial a tendance à renforcer le processus de ghettoïsation des quartiers défavorisés, et aussi l'accentuation des clivages sociaux entre les deux groupes résidentiels qui partagent l'espace banlieusard, mais qui s'évitent et qui se concurrencent, aspirant à deux modes d'urbanités distincts et paradoxaux : une première urbanité de type populaire basée sur les territoires de proximité (le quartier), et l'autre de type métropolitain reposant sur des pratiques d'entre - soi et d'individualisation. Ceci pourrait engendrer de fortes tensions et confrontations entre les différents groupes qui partagent ces espaces urbains.

Cependant l'accès à l'espace urbain algérois s'est fait suivant des mécanismes particuliers où le capital matériel n'est pas le seul critère mais associé à des attributs patrimoniaux. A cet effet, la constitution des quartiers d'habitat dits huppés de type individuel, ne contiennent pas une population homogène dans toutes les situations, mais plutôt hybride du point de vue socio-économique. Cette situation a permis d'atténuer le décalage social entre les habitants de la cité et ceux des lotissements horizontaux. Ainsi, le



phénomène de ghettoïisation pour notre cas d'étude est loin d'être complet tel le cas français ou américains, d'autant plus que le phénomène de stigmatisation des habitants de la cité dans les villes algériennes n'est pas d'ordre ethnique, mais juste social.

Bibliographie

1. Anouche Karima, 2003. « L'impact de la politique du lotissement individuel sur l'espace algérois ». p. 167- 177, in A. HADJEDJ Et all. (Dir.). *Alger : les nouveaux défis de l'urbanisation*. Ed. l'Harmattan, 298 pages.
2. Bacque M-H. ; Fol S., 2005. « Ségrégation et politiques de mixité sociale aux Etats-Unis. Au regard de quelques programmes de déségrégation », *Informations sociales* (n° 125), p. 82-93.
3. Baudin G., 2006. La mixité sociale, une utopie urbaine et urbanistique, Architecture, Urbanisme, Sociétés (AUS).
4. Becker Howard S., 1963. *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York, The Free Press of Glencoe- Howard Becker (1985). *Outsiders, Etudes de sociologie de la déviance* (trad. fr. J-P. Briand, J-M. Chapoulie), Paris, Métailié.
5. Begag A. ; Delorme Ch., 1994. *Quartiers sensibles*, Paris, Seuil.
6. Boelen Marianne W. A., 1992. « Street corner society: Corner ville revisited », *Journal of contemporary ethnography*, pp. 11-51.
7. Bourdieu Pierre, 1980. *Le Sens pratique*. Paris : Editions de Minuit, 456 pages.
8. Brevet Nathalie, 2008. « Mobilités et processus d'ancrage en ville nouvelle: Marne-la-Vallée, un bassin de vie? Etude des mobilités résidentielles et des mobilités quotidiennes ». *Thèse de Doctorat History, Philosophy and Sociology of Sciences*. Université Paris-Est.
9. Chamboredon J-C. ; Lemaire Madeleine, 1970. « Proximité spatiale et distance sociale : Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, volume 11, n° 1. p. 3 – 33.
10. Dansereau Francine, 2005. La mixité sociale dans l'habitat : principes, approches et éléments de mise en œuvre, forum sur l'habitation, 14 mars.
11. Donzelot Jacques, 2006. *Quand la ville se défait*, Paris, Le Seuil.
12. Driant Jean – Claude, 2005. *La mobilité résidentielle dans les grandes villes de France en 2002*. Une analyse de l'enquête nationale logement de l'INSEE, mai 2005, Communauté urbaine de Lyon.
13. Driant Jean – Claude, 2006. *Quelques enjeux urbains des politiques de l'habitat face aux marchés du logement*. In : *Revue d'économie financière*, n°86. Le financement de la ville. pp. 199-212.



14. Dris Nassima, 2001. *la ville mouvementée. Espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, Ed. L'harmattan.
15. Dubet François, 1987. *La galère, jeunes en survie*, Paris, Fayard.
16. Epstein R. ; Kirszbaum T., 2003. « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines, Regards sur l'actualité – Compétitivité de la France ». *La documentation française* –, PP : 6-7.
17. Goffman Erving, 1975. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 175 pages.
18. Grafmeyer Yves ; Joseph Isaac, 1979. *L'école de Chicago - Naissance de l'écologie urbaine*. Editions du Champ Urbain, Paris.
19. Guth Suzie (1996) : « Ordre et désordre dans les quartiers de rue ». *Revue française de sociologie*, 37-4.
20. Icheboudene Larbi, 2004. « De la houma à l'espace « cité », une évolution historique de l'espace social algérois, in *Alger : lumières sur la ville*, Epau, Alger, p. 340 – 345.
21. Jaillot M-Ch., 2002. « La mixité, retour sur une notion ambiguë », *Actes de la conférence-débat* du 11 juillet, ORIV Alsace.
22. Kennouche Maroua ; Safar Zitoun Madani, 2021. "L'émergence du sentiment d'insécurité entre les relogés dans les quartiers de relogement à Alger ou le difficile apprentissage de la cohabitation", *Afkar wa Affak*, volume 9, numéro 3, année 2021.
23. Kokoreff M., 2003. *La force des quartiers. De la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot-Rivages.
24. Lenel E., 2011. « Un regard phénoménologique sur la mixité urbaine ». *Espace sTemps.net*, Travaux.
25. Mauger G., 2006. *Les bandes, le milieu et la bohème populaire, Étude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin, 253 p.
26. Maurin Éric (2004). *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Le Seuil.
27. Mohammed Marwan, Mucchielli Laurent (dir.), 2006. *Les bandes de jeunes. Des blousons noirs à nos jours*, Paris, La découverte.
28. Navez-Bouchanine F., (dir.) 2012. *Effets sociaux des politiques urbaines : L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales*. Paris. Tours. Ed. CJB-Karthala-EMAM. 372p.
29. Noiriél Gérard, 2006. *Le Creuset français : histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècles*, Seuil, 447 p.
30. Polere Cédric, 2014. « La mixité sociale : de quoi parle-t-on ? ». La mixité en question, *Vision Solidaire* n°5, Grand Lyon.



31. Rubinowitz L.; Rosenbaum J., 1999. « Crossing the Class and Color Lines, from Public Housing to White Suburbia », *University of Chicago Press*.
 32. Safar Zitoun M. ; Hafiane A., 2012. « L'entre-deux dans les opérations de relogement en Algérie : l'émergence problématique d'un tiers acteur urbain » in « *Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales* », Navez-Bouchanine F. (dir), Edition CJB/Karthala/EMAM, Paris, pp. 219-256
 33. Safar Zitoun M., 2014. « La construction d'une "citadinité de combat" dans les opérations de relogement algéroises ou la stigmatisation détournée », in *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Semmoud N., Florin B., Legros O. et Troin F. (dir.), Presses Universitaires François Rabelais, Tours, 2014, 287 p., pp. 189-213.
 34. Safar – Zitoun Madani, 2010. « urbanité(s) et citadinité(s) dans les grandes villes du Maghreb », *Les Cahiers d'Emam*, n°19, 33-53.
 35. Semmoud Nora, 2001. *Les Stratégies d'appropriation de l'espace à Alger*, Paris, L'Harmattan, coll. « Histoire et Perspectives méditerranéennes », 270 p.
 36. Simon Patrick, 2001. « Exemples d'ailleurs, supplément des Cahiers de l'Aurif ». *Mixité sociale et ségrégation*. N°5. Mai 2014.
 37. Wacquant Loïc, 2006. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. La découverte. Paris.
 38. Wacquant Loïc, 2011. « Désolation urbaine et dénigrement symbolique dans l'hyperghetto ». *Nouvelle revue de psychosociologie* (n°12), Pp : 13-25.
 39. White, 1960. « On "Street corner society" » dans *E.W. Burgess, D.J. Bogue, Contributions to urban sociology*, Chicago, *University of Chicago Press*, pp. 256-268.
 40. Wilson W. J., 1987. *The Truly Disadvantaged: the inner-city, the underclass and public policy*, The University of Chicago Press, traduit en France, Les oubliés de l'Amérique, Desclée de Brouwer, 1994.
41. بومخولوف محمد، 2001. التوطين الصناعي وقضاياها المعاصرة: التحضر، ط 1، شركة دار الأمة للطباعة والنشر والتوزيع، الجزائر.
42. واضح صليحة، 2014. "الممارسات والتمثيلات الحضرية للفئات المتوسطة في ضاحية الجزائر العاصمة: حالة برنامج البيع بالإيجار "عدل" (AADL)". رسالة دكتوراه في علم الاجتماع الحضري. تحت إشراف: مدني صفار- زيتون. قسم علم الاجتماع والديموغرافيا، كلية العلوم الاجتماعية، جامعة الجزائر 2، 384 ص.

